

MISSION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE A ROME :

**FORUM DES ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
RASSEMBLEMENT GLOBAL DU SUN
DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION**

RAPPORT

Du 15 au 22 Novembre 2014



**Bouréïma Allaye TOURE, Secrétaire Général OMAES et Point Focal SUN de la Société Civile
Dr Habibata TRAORE MANA, Directrice DENKO et Consultante OMAES sur le SUN**

INTRODUCTION

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) est une réunion intergouvernementale «ouverte», organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en coopération avec l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, le FIDA, l'IFPRI, l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale et l'OMS. La Conférence internationale sur la nutrition est organisée autour de quatre objectifs principaux à savoir :

- Passer en revue les progrès réalisés depuis la Conférence de 1992 et faire le point des résultats obtenus au niveau national en matière de nutrition, grâce à des interventions directes axées sur la nutrition et à des politiques et programmes de nature à améliorer la nutrition;
- examiner les politiques agricoles, halieutiques, sanitaires, commerciales, de consommation et de protection sociale ayant pour objet d'améliorer la nutrition, ainsi que le rôle des institutions compétentes en la matière;
- renforcer la cohérence et la coordination des politiques et mobiliser les ressources nécessaires afin d'améliorer la situation nutritionnelle;
- renforcer la coopération internationale et notamment intergouvernementale afin d'améliorer la nutrition dans le monde, et plus particulièrement dans les pays en développement.

La CIN2 a été précédée par deux rencontres importantes tenues les 17 et 18 novembre 2014. Il s'agissait du :

- 5^{ème} Rassemblement global du mouvement SUN dans les locaux du PAM, dont l'objectif était d'améliorer la capacité du mouvement à soutenir les pays SUN dans leurs efforts de concrétisation des réalisations. Le Rassemblement a été organisé autour de trois objectifs principaux à savoir (i). Étudier les progrès réalisés en matière de renforcement de la nutrition dans les pays ; (ii) Examiner les progrès et les réalisations dans le renforcement des capacités des pays à mettre en œuvre les interventions et accélérer le soutien dans les domaines de besoins identifiés ; (iii) Contribuer aux résultats de la CN2 à travers les expériences pays et des approches communes de renforcement de la nutrition.

- Forum des organisations de la société civile tenu également les 17 et 18 novembre 2014 à la Faculté de jurisprudence de l'Université Degli Studi Roma Tre.

Ces rencontres ont rassemblé des hauts responsables gouvernementaux des secteurs de l'agriculture et de la santé et des ministères et organismes compétents, des dirigeants des organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, des représentants d'organisations de la société civile des pays membres, notamment d'organisations non gouvernementales, des chercheurs, des représentants du secteur privé et des associations de consommateurs.

I. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. But

Représenter la Société Civile Malienne à ces différentes rencontres de hauts niveaux.

1.2. Objectifs spécifiques

- Faire le point sur le niveau d'avancement des activités de nutrition et faire valoir les points de vue de la Société Civile au cours de débats sur les questions de nutrition au cours du Forum des OSC et du rassemblement global du Mouvement SUN,
- Assister à l'adoption des textes proposés par la CIN2.

II. RESULTATS ATTENDUS

2.1. Résultats attendus

- La participation de la Société Civile Malienne aux évènements pré conférence est effective,
- La Société civile Malienne assiste à l'adoption des textes de la CIN2.

2.2. Livrables attendus

Les livrables attendus sont :

- ✓ Un rapport de mission est disponible.
- ✓ Les documents adoptés par la CIN2 et le Forum des OSC sont disponibles.

III. PARTICIPANTS

L'équipe de la mission malienne était composée des membres :

- Du gouvernement :
 - Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique: Modibo DIARRA (Point Focal SUN et Conseiller nutrition du Ministre de la Santé) et Dr Modibo TRAORE (Chef de la Division Nutrition)
 - Ministère du Développement Rural : Mohamed Makiyou COULIBALY
- De la Société Civile : Boureima Allaye TOURÉ (Secrétaire Général de l'Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel : OMAES et Point Focal Sun de la Société Civile) et Dr Habibata TRAORE MANA (Directrice DENKO et Consultante OMAES sur le SUN).

IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

4.1. Organisation de la mission

4.1.1. Organisation pratique

Chaque membre de la mission a reçu une invitation soit pour le Forum des OSC (Habibata TRAORE MANA) ou le rassemblement Global pour le SUN (Boureima Allaye TOURÉ). La prise en charge des frais de voyage (Billet aller et retour, l'hébergement et les frais de bouche) a été faite par UNICEF Mali. L'UNICEF a en plus facilité auprès de l'ambassade de la France l'obtention des visas.

4.1.2. Difficultés et contraintes

Aucune difficulté majeure n'a été relevée au cours de la mission.

4.2. Méthodologie :

Les 17 au 21 novembre 2014, participation aux évènements de la pré conférence, (Forum des OSC), Rassemblement Global SUN et Conférence internationale sur la nutrition.

La méthodologie utilisée au cours de ces évènements était surtout les exposés, travaux de groupes, suivi de plénières, de présentations, de tables rondes sur des questions précises....

4.3. Rassemblement global du mouvement SUN au siège du PAM

JOUR DIMANCHE 16 NOVEMBRE 2014

Une place des expositions a été dédiée aux pays et aux réseaux SUN, afin qu'ils mettent en avant leurs réalisations dans le renforcement de la nutrition. La place des expositions prévoyait la possibilité de diffuser des imprimés, des affiches et des vidéos. Cette place a permis à tous les pays de mettre en lumière leurs progrès et aux participants dans leur ensemble, de réfléchir à leurs réalisations et aux progrès des uns et des autres. Un verre de bienvenue a été servi au Gazabo, après la session plénière d'ouverture, afin de permettre aux participants d'utiliser la place des expositions.

JOUR LUNDI 17 NOVEMBRE 2014

Session parallèle 1 : de 9h à 11h: Elle a été subdivisée en 4 séances de travail

Séance 1.1. : Elle a traité le cadre commun de résultats (CRC) pour aligner les actions multisectorielles en faveur de la nutrition. Ainsi, elle contribue au cadre de pratique¹ (Cdp 1) à savoir : Planification, chiffrage, mise en œuvre et financement d'interventions multisectorielles pour une meilleure nutrition.

L'accord autour d'un **cadre commun de résultats** national (CRC) contribue à façonner l'action du groupe de travail multisectoriel et multi-acteurs. Le processus par lequel un CRC est élaboré consiste en une « négociation facilitée » entre les secteurs clés qui aboutit à un ensemble d'éléments consensuel issu de leurs plans respectifs. Ainsi, l'élaboration d'un CRC se déroule plus harmonieusement si elle se fait sous l'autorité du haut niveau de Gouvernement, avec des instructions claires à toutes les parties prenantes concernées, un calendrier réaliste et un engagement de tous pour soutenir la réalisation dans la mesure du possible, des résultats convenus, dans leurs domaines de recevabilité.

Séance 1.2. : Elle a traité le développement et la mise en œuvre des stratégies efficaces de mobilisation sociales de plaidoyer et de communication. Ainsi, elle contribue au cadre de pratique¹ (Cdp 2) à savoir : la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication pour le renforcement de la nutrition.

Les pays doivent prendre une approche de mobilisation sociale de plaidoyer et de communication (SMAC) plus stratégique pour la nutrition. Les stratégies SMAC dédiées à la nutrition sont en cours d'élaboration dans le but d'améliorer la coordination entre les secteurs et les parties prenantes concernées. Ces stratégies contribueront à définir les priorités et harmoniser les activités. Les plus grands impacts sont atteints lorsque les efforts de plaidoyer sont alignés pour soutenir les plans nationaux de développement avec un éventail de parties prenantes étant réunies dans un cadre commun et adoptant des messages communs. Bien que différents moyens et une variété de stratégies et outils soient utilisés, l'accent doit être mis sur la création d'un environnement politique et stratégique positif et porteur pour faire avancer la mise à l'échelle des interventions nutritionnelles, sécuriser les ressources et obtenir des résultats.

Séance 1.3. : Elle a traité du renforcement de la redevabilité autour des cadres communs de résultats adoptés (CRC) pour la nutrition ; de la cartographie et au suivi des intervenants ainsi que l'utilisation des fiches. Cette séance Cdp 3, traite du suivi fiable des progrès accomplis, de l'évaluation des résultats et les démonstrations des résultats en matière de nutrition.

L'accord autour d'un cadre commun de résultats national (CRC) contribue au façonnement de l'action du groupe de travail multisectoriel et multi-acteurs. De nombreux pays signalent qu'ils ont du mal à soutenir l'engagement continu et des efforts coordonnés.

La cartographie des parties prenantes et le suivi des actions peut aider non seulement à comprendre qui fait quoi et où, mais également à évaluer qu'elles sont les lacunes en terme d'information. Le partage des informations pertinentes et en temps opportun peut aider les parties prenantes à maintenir une direction et un engagement clair à atteindre les résultats convenus.

Séance 1.4. : Elle a traité de comment bâtir la confiance et développer le leadership. Cette séance Cdp 4, traite les capacités fonctionnelles pour les interventions coordonnées et efficaces au sein du Mouvement SUN. Elle s'est concentrée sur le renforcement de la confiance, le leadership et la prévention des conflits d'intérêts (CI). La confiance entre les différents individus et institutions qui constituent une plate-forme multi-acteurs est nécessaire pour l'action intégrée et la réalisation des résultats durables. Elle peut être construite par un solide leadership, la transparence. Les mécanismes d'incitation, un accord pour une vision commune et une compréhension des potentialités, rôles et responsabilités des autres. C'est également un pré requis pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts. La séance permettra aux participants de comprendre les concepts de confiance et de leadership notamment dans les plates formes multi-acteurs. Ces questions seront examinées dans le contexte des expériences des pays. Certains des aspects de prévention et de gestion des conflits d'intérêt seront également examinés.

Evènement du jour : table ronde sur la contribution de la science au renforcement de la nutrition de 11h30 à 12h30:

Renforcer les liens entre les décideurs et la science, le milieu universitaire et les professionnels afin que les décideurs aient accès à l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions, et que la science, le milieu universitaire et les professionnels s'appuient sur l'expérience est essentiel pour le renforcement de la nutrition. De plus, il est important de développer des liens étroits au sein des communautés scientifiques, des milieux universitaires et des professionnels de la nutrition, pour éviter tout chevauchement et s'assurer que les lacunes sont considérées.

La contribution de la science de la nutrition, du milieu universitaire et des professionnels soutien potentiellement :

- les études directement liées à la planification et la mise en œuvre
- la formation du personnel,
- la conception des enquêtes et des études,
- l'élaboration des politiques et des directives techniques,
- l'évaluation des programmes
- la programmation de systèmes de suivi et d'évaluations appropriés,
- la diffusion des connaissances à la fois techniques et expérimentales.

Dans au moins 27 pays SUN, les institutions académiques sont membres de la plate-forme nationale multi-acteurs, mais il est nécessaire de mieux comprendre leur contribution exacte à ces plateformes. En outre, les institutions académiques, les professionnels de la nutrition et les scientifiques sont de plus en plus impliqués dans les quatre communautés de pratique émergentes, qui renforcent les capacités des pays SUN à offrir de meilleurs services en matière de nutrition.

La discussion approfondira les bases jetées lors de la 16^{ème} conférence téléphonique des gouvernements et des plateformes SUN, qui a permis de commencer à explorer les différentes facettes des contributions de la science au Mouvement SUN.

Session parallèle 2 : de 14h00 à 16h00:Elle a été subdivisée en 4 séances de travail

Séance 2.1. Elle a traité de comment bâtir la confiance et développer le leadership. Cette séance Cdp 1, traite la Planification, le chiffrage des actions du cadre de résultats commun (CRC) sur la base des principes et hypothèses clairement définis, la mise en œuvre et le financement d'interventions multisectorielles pour une meilleure nutrition. Ainsi, il est convenu que le chiffrage doit être entrepris de manière inclusive de sorte que les principes et hypothèses puissent être examinés par toutes les parties concernées et puissent être reproduits. L'approche la plus efficace en vue de la budgétisation et la mise en œuvre consiste à identifier les coûts annuels, y compris les coûts non récurrents et les coûts unitaires des intrants à forte fréquence de récurrence. Lors du chiffrage, il est essentiel de fixer des objectifs de mise en œuvre (annuels) ainsi que la couverture proposée de la cible finale. Cette dernière porte implicitement sur la nécessité d'inclure la couverture et les dépenses courantes lors de l'estimation des coûts. Aucun des plans nationaux analysés par MQSUN (maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition) qui est un consortium d'organisations œuvrant en faveur de la nutrition et financées par le Ministère Britannique du Développement International (DFID) ne contient de manière régulière les coûts gouvernementaux tels que les coûts de personnel, les coûts récurrents des services publics et des investissements en cours.

Séance 2.2. Elle a traité de comment conduire la mobilisation sociale en vue de la sensibilisation sur la nutrition, la mise en œuvre d'actions et la rédevabilité. Cette séance Cdp 2, traite la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication pour le renforcement de la nutrition.

Les parties prenantes à l'échelon provincial, de district et local mobilisent de plus en plus les communautés afin de sensibiliser le public sur la nutrition, plaident pour une action particulière, ou demandent la rédevabilité. Des événements tels que la Semaine mondiale de l'allaitement maternel, les journées de la santé et les campagnes de vitamine A donnent l'occasion de mettre en évidence les problèmes liés à la nutrition des enfants et de favoriser la diffusion des messages sur l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire et sur les habitudes alimentaires saines générales.

Ces événements sont d'autant plus importants qu'ils sont centrés sur la participation des citoyens. Le soutien des médias et la sensibilisation sont largement reconnus comme étant essentiels pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible. En outre, les parlementaires ont le pouvoir de faire des lois et règlements, d'influencer la forme des plans nationaux de développement, de déterminer la conception et l'allocation des budgets nationaux, de suivre et superviser (pouvoir exécutif) la mise en œuvre par le gouvernement des engagements en faveur des enfants et d'en tenir ce dernier redevable.

Séance 2.3. Elle a traité de comment avoir des informations fiables et opportunes de nutrition grâce à l'utilisation des technologies mobiles et de base de données, y compris les boucles de rétroaction. Cette séance Cdp 3, traite du suivi fiable des progrès accomplis, de l'évaluation des résultats et de la démonstration des résultats en matière de nutrition. Les bases de conception qui guident les initiatives de collecte de données soulignent l'importance du raliement de l'utilisateur final. Cela implique qu'il faille développer des solutions adaptées au contexte et informées par les besoins des utilisateurs en fonction de l'identification des données qui sont utiles et qu'il est possible de recueillir. Comme un

exemple de récentes invocations en matière de collecte de données, RapidSMS est capable de capturer, analyser, stocker et diffuser l'information en temps réel à l'aide de téléphones portables ordinaires et d'un serveur web pour appuyer la prestation de service et résoudre les problèmes qui surviennent sur le terrain, et de compléter les systèmes basés sur des documents physiques.

Séance 2.4. Elle a traité de comment améliorer l'engagement et l'alignement des parties prenantes. Cette séance Cdp 3, traite des capacités fonctionnelles pour des interventions coordonnées et efficaces au sein du Mouvement SUN.

La Société Civile, le secteur privé et les universités ont de l'expérience et des compétences spécifiques qui peuvent apporter une valeur ajoutée à la mise à l'échelle des processus de nutrition. L'accent sera mis sur l'apprentissage de la procédure de mise en place par les différents groupes de parties prenantes, des mécanismes, cadres institutionnels et incitations qui facilitent cet engagement. L'accent sera également placé sur la compréhension des rôles et responsabilités de chacune de ces parties prenantes, sur une réflexion sur la façon dont elles peuvent compléter l'action du gouvernement, améliorer l'harmonisation et l'alignement sur les priorités et les mécanismes nationaux de nutrition. Suite à ces séances, une session plénière a eu lieu pour résumer les sessions parallèles du jour et introduire le Rapport global sur la Nutrition. Elle a été présidée par Tom Arnold, Coordinateur ad intérim du Mouvement SUN. En rappel :

Le Panel 1 a consisté à : Apprendre des expériences des pays et en déduire des priorités pour l'expansion et la réussite dans l'année à venir. Ce Panel a été animé par Patrizia Fracassi, Analyste en chef de la nutrition et conseillère stratégique, Secrétariat du Mouvement SUN.

Les Panélistes sont entre autres:

- Sue Horton, Chaire en économie de la santé mondiale, Université de Waterloo
- Aburadha Narayan, Directeur, partenariat Mondiaux pour SPRING
- Noel Marie-Zagre, Conseiller régional en nutrition, UNICEF, région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe.
- David Pelletier ; Professeur Agrégé en politique nutritionnelle, université de Cornell
- Emorn Udomkesmalee (Wasantwisutà, Université de Mahidol, Thaïlande.
- Panel 2 : Présentation et discussion relative au Rapport Global de la nutrition.
- Présentation :
- Lawrence Haddad, Chercheur en chef, IFPRI.
- Panélistes :
- Emorn Udomkesmalee (Wasantwisutà, Université de Mahidol, Thaïlande.
- Mohamrd Ag Bendeck, Officier en Chef de la nutrition ; Bureau régionaux de la FAO pour l'Afrique.

Fermeture et présentation du jour suivant a été fait par Florence Lasbennes, Chef de cabinet, Secrétariat du Mouvement SUN.

JOUR MARDI 18 NOVEMBRE 2014

SESSION PARALLELE 3

Séance 3.1. Elle a traité de comment améliorer la mobilisation des ressources de gouvernement et des budgets externes pour mettre en œuvre des actions de nutrition. Cette séance Cdp 1, traite de la Planification, du chiffrage, de la mise en œuvre et du financement d'interventions multisectorielles pour une meilleure nutrition.

Les participants ont appris davantage sur la justification économique de l'investissement dans la nutrition, et comment l'estimation des coûts et les avantages des interventions en matière de nutrition peuvent aider avec ce qui suit :

- Le dialogue entre les ministères d'exécution de la Santé, de l'Agriculture etc, et le ministère des Finances et avec les donateurs afin d'obtenir « davantage de financements pour la nutrition ».
- Aider les pays à accorder la priorité aux interventions les plus rentables afin d'obtenir « une meilleure nutrition avec l'argent investi »

Séance 3.2. Elle a traité de l'évaluation globale indépendante / Consultation avec les participants. Cette séance Cdp 2. Cette session est animée par les membres de l'équipe de l'Évaluation globale indépendante (ICE) bien que le rapport d'évaluation ne sera disponible qu'au début du mois de décembre. Ainsi la participation de l'équipe au Rassemblement Global a été une partie importante du processus de consultation et de collecte d'éléments de preuve qui seront intégrés dans le rapport de l'équipe.

Pendant la séance, il a été fait une brève présentation du statut de l'évaluation et de ses conclusions provisoires suivit d'un débat et des commentaires sur les questions soulevées dans le document de discussion de l'équipe de l'ICE portant sur les perspectives d'avenir du Mouvement SUN. Cette session est traité par une autre séance

Séance 3.3. Elle a traité du Succès et des défis dans la production d'informations valides au niveau communautaire en utilisant l'approche 3 A (évaluer, analyser et agir). Cette séance Cdp 3 traite du suivi fiable des progrès accomplis, évaluation des résultats et démonstration des résultats en matière de nutrition.

Les pays font état des capacités nationales limitées pour l'analyse intersectorielle, mais soulignent en particulier la nécessité de renforcer les capacités d'analyse sous-nationales pour trianguler et interpréter des données dans le contexte spécifique.

Le renforcement des capacités pour les techniques participatives pour trianguler et analyser les informations au niveau communautaire ne nécessite pas une technologie sophistiquée et coûteuse. Telle est L'approche de 3A (évaluer, analyser et agir) qui est restée au cœur des programmes de nutrition communautaires depuis de nombreuses années.

Séance 3.4. Elle a traité des capacités stratégiques pour une coordination multi-niveaux, multisectorielle et multi-acteurs et décentralisation de la gouvernance de la nutrition. Cette séance Cdp 3 traite essentiellement des capacités fonctionnelles pour des interventions coordonnées et efficaces au sein du Mouvement SUN.

Un des constats est que les pays du SUN adoptent de plus en plus d'approches pour appuyer les coordinations entre tous les niveaux et secteurs, et la décentralisation de la prise de décision et des mécanismes de gouvernance pour renforcer la nutrition. La séance a permis aux participants de réfléchir sur les mesures nécessaires pour élaborer des cadres et des mécanismes qui facilitent une compréhension et une coordination multi-niveaux et multisectorielle, pour décentraliser. La cohérence et l'alignement des prises de décisions locales et nationales.

SESSION PARALLELE 4

Séance 4.1. Elle a traité du suivi des ressources de gouvernement et des ressources externes pour la nutrition : y a-t-il un accord minimal sur ce qui est faisable à terme ? Cette séance Cdp 1 traite de la Planification, du chiffrage, de la mise en œuvre et du financement d'interventions multisectorielles pour une meilleure nutrition.

La capacité de suivre les flux de ressources financières pour des actions de nutrition est fondamentale pour améliorer la redevabilité en matière de nutrition des citoyens. Jusqu'à présent, cependant, l'expérience axée sur la pratique est très limitée et très peu de pays sont en mesure de donner un compte rendu extensif sur une base annuelle. Certains pays comme la Tanzanie et le Madagascar ont essayé de revoir leurs dépenses, mais se sont heurtés à plusieurs défis. Cette séance se concentrera sur le suivi des ressources gouvernementales et externes.

Séance 4.2. Elle a traité de l'élaboration des outils pour communiquer d'une seule voix sur la nutrition. Cette séance Cdp 2 traite de la mobilisation sociale, du plaidoyer et de la communication pour le renforcement de la nutrition dont l'objectif principal est l'échange d'informations et des enseignements, l'impact sur les autres, ou la démonstration des progrès des techniques de communications clairement définies et puissantes qui sont essentielles à la mise en œuvre de stratégies SMAC. Il s'agit notamment des rapports et des documents d'information qui font partie du dossier d'investissement dans une bonne nutrition ainsi que de toute une gamme d'outils allant des présentations statistiques multimédias, aux aides de conseil, en passant par l'élaboration des « faits à impact » (Killer facts') et des formations.

Séance 4.3. Elle a traité des Plateformes nationales d'information pour la nutrition : est-ce une approche possible pour répondre aux besoins des pays ? Cette séance Cdp 3 traite du suivi fiable des progrès accomplis, évaluation des résultats et démonstration des résultats en matière de nutrition.

Dans le cadre de leurs efforts pour fournir une réponse concertée aux besoins des pays, un groupe de donateurs, agence des Nations Unies et Université est en train d'élaborer une initiative visant à renforcer les plates-formes (NPN). Les principaux clients et utilisateurs de l'information seront les décideurs politiques des secteurs clés de gouvernement, les personnes redevables de programmes, des organisations de la société civile, le secteur privé, les donateurs bilatéraux et les parlementaires. Le processus sera géré par une équipe technique redevable de la collecte, l'analyse, l'interprétation et la présentation des données collectées à partir de plusieurs sources.

Suite à ces séances, une session plénière a eu lieu pour résumer les sessions parallèles du jour ; positionner la nutrition dans les processus globaux des prochaines décennies et réimaginer le Mouvement SUN ; Qu'ont dit les participants ?

Elle a été présidée par Tom Arnold, Coordinateur ad intérim du Mouvement SUN. En rappel :

Le Panel 1 a consisté à : Qu'avons-nous appris du renforcement de la nutrition jusqu'à aujourd'hui ?

Panel 2 : Comment l'expérience du renforcement de la nutrition oriente-t-elle les processus globaux ?

Les Panélistes sont entre autres:

- Ertharin Cousin, Directrice exécutive, PAM, membres du Groupe Principal SUN.
- Les panelistes seront annoncés au cours de la matinée de mardi 18 novembre 2014.
- Stephen Lister : Mokoro Limited, Chef d'équipe de l'évaluation globale et indépendante.

4.4. Forum des Organisation de la Société Civile

Les organisations de la société civile engagées dans la lutte contre la malnutrition se sont préparées les 17 et 18 novembre pour la 2^{ème} Conférence sur la nutrition. Cet événement

a donné aux organismes de la société civile qui œuvrent surtout dans les secteurs de l'alimentation et de la nutrition la possibilité: **d'évaluer le processus et les documents finaux de la CIN2** (Déclaration politique et Cadre d'action); de **discuter et de s'entendre sur une déclaration** qui a été lue pendant la séance plénière de la Conférence; de **choisir des porte-parole** qui ont présenté la déclaration; et de **discuter des mécanismes de suivi** des décisions prises lors de la CIN2, afin de contribuer à assurer la reddition des comptes.

4.4.1. Cérémonie officielle d'ouverture

Photo n°1 : Présidium de la cérémonie officielle d'ouverture du Forum de la Société civile.

De Gauche à droit : Nora McKeon (TERRA NUOVO), Francesco Branca (OMS); Flavio VALENTE (Porte-parole du groupe de liaison des OSC), Olga LOFORTE (Marche mondiale des femmes); José Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO



Elle a été marquée par trois temps :

- a) **Mots de Bienvenues** prononcés par la Représentante désignées des Mouvements Sociaux : Olga LOFORTE de la Marche Mondiale des Femmes.

- b) **Ouverture:** par José Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO et Flavio Valente, chef du groupe de liaison des OSC.

☑ **Intervention de José Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO**

Aux nombreux représentants d'organisations non gouvernementales et de mouvements sociaux venus du monde entier, réunis à Rome pour participer à la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), M. Graziano da Silva a rappelé que les organisations de la société civile sont des acteurs clés dans la Conférence sur la nutrition de cette semaine, car elles sont chargées de veiller à ce que les promesses des pouvoirs publics soient tenues. «Votre rôle consiste à donner une voix à ceux qui souffrent de la faim, à pousser les gouvernements et les autres parties prenantes à agir, et à exiger des résultats et des comptes», a-t-il déclaré.

M. Graziano da Silva a fait observer que plus de la moitié des habitants de la planète étaient affectés par une forme quelconque de malnutrition, et que le monde avait d'ores et déjà les compétences et les connaissances requises pour surmonter le problème. Il a également souligné que le Cadre d'action et la Déclaration de Rome qui l'accompagne

reconnaissent les principales revendications des groupes de la société civile, à savoir: le droit à l'alimentation; l'impact négatif de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur la nutrition; la nécessité d'adopter des politiques intégrées, notamment des mesures de protection sociale et une action collective; la responsabilisation des consommateurs; le rôle central de l'agriculture familiale, des petits exploitants agricoles, et plus particulièrement des productrices; et l'importance des circuits alimentaires locaux. Le Directeur de la FAO a souligné l'importance des systèmes alimentaires et la nécessité de les modifier de manière à garantir une alimentation adéquate, des régimes alimentaires diversifiés et la pérennité de l'environnement. «La croissance économique, l'expansion de la production vivrière et la mondialisation de la filière alimentaire ne débouchent pas automatiquement sur une amélioration de la nutrition», a-t-il affirmé. Il a exhorté tous ceux qui participent au débat à «trouver un équilibre entre nos demandes et nos rythmes différents» et à ne pas se montrer trop catégoriques. Prenant pour image un élastique que l'on tirerait dans tous les sens, il a ajouté: «Quand l'élastique casse, tout le monde est perdant, et nous devons éviter cela.»

☒ Intervention Flavio Valente, chef du groupe de liaison des OSC :

Selon Flavio Valente, la CIN2 s'annonce comme un sommet historique car les organisations de la société civile ont voix au chapitre et se présentent à la conférence avec une voix unique. Les points de vue de la FAO «concordent avec les nôtres», a-t-il dit. M Flavio a relevé les nombreux défis mais aussi les progrès réalisés jusque-là. Il a cependant jugé inacceptable l'aggravation de la malnutrition et surtout le gaspillage de nourriture pendant que certains n'arrivent pas à manger à leur faim. Dr Valente a décrit un système alimentaire mondial «vertical et hégémonique», dont les choix et les lois sont responsables de souffrances humaines généralisées et de décès. La déclaration de la vision des OSC insiste aussi sur les responsabilités normatives et réglementaires de la FAO et de l'OMS.

Une intervention forte et émouvante qui a été accueillie avec une ovation très appuyée

Introduction à la CIN2 par Francesco Branca, Directeur de la Nutrition pour la santé et le Développement de l'OMS

Il a introduit la 2^{ème} Conférence Internationale sur la nutrition. Son intervention a surtout porté sur les points ci-dessous.

- Pourquoi la CIN2 : Conférence intergouvernementale en mesure de prendre des décisions globales
- Documents à adopter : Déclaration de Rome et le Cadre d'action
- Formes et les diverses causes de la malnutrition
- Facteurs aggravants : Iniquités, le Change climatique et environnemental...
- Vision de la déclaration :
 - Cohérence des politiques
 - Coordination entre acteurs
 - Alimentation diversifiée et équilibrée
 - Empowerment des consommateurs
 - Intégration nutrition et système de santé
- Les 10 engagements de la déclaration
- Les 60 recommandations du cadre d'action

La question fondamentale discutée à la suite de cette présentation a porté sur la place de la Société civile dans cette déclaration et la conclusion de ce débat a été la participation des OSC à la CIN 2 avec une seule voix : la déclaration issues des deux jours de travaux.

4.4.2. Plénières et travaux de groupes

Il y a eu différentes sessions plénières pour informer l'ensemble des participants sur un certain nombre de points notamment et des travaux de groupes afin de permettre aux participants de s'exprimer sur des questions bien précises. Ci-dessous, les temps forts de des plénières et travaux de groupes relatés.

4.4.2.1. Plénières

• Session Plénière: Information de base – les enjeux

Quatre (04) courtes présentations initiales de 10 minutes chacune suivies de débats

- Contexte de la politique générale et le panorama des politiques d'alimentation et nutrition à l'intérieur de la CIN2 - Flavio Valente, CSO Liaison Group Flavio gouvernance de l'alimentation et de la nutrition
- Le chemin vers la CIN2 qui a fait la lumière sur le processus préparatoire, les points clés pendant les négociations, les critiques des documents officiels, affaires encore non- résolus; quelles sont nos attentes de la CIN2 en que société civile
- La Société Civile comme actrice dans le processus préparatoire, difficultés rencontrées dans la participation; les documents de consensus de la Société Civile, les mois précédents la CIN2; notre espace et disponibilité de temps pendant la CIN2
- Conflits d'intérêts dans la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

En conclusion, faire en sorte que les gouvernements se rendent compte des préoccupations de la Société Civile et changent de priorités. Il y'a 3 défis majeurs à relever :

1. Accaparement des femmes, violence contre les femmes. Permettre aux femmes d'avoir leur droit et ne pas les traiter seulement en tant que mère ou responsable de la nutrition (déclaration)
2. Accaparement de toutes les ressources : éviter que cet accaparement se fasse au détriment des peuples autochtones,
3. Système alimentaire qui est en train d'agir sur l'environnement et le climat et créer des problèmes nutritionnels

IMPORTANT : Le Moment et le Processus sont historiques car c'est la 1^{ère} fois que la SC dans toutes ses composantes se met autour de la table, discute et porte une seule voix. L'effet n'est peut-être pas perceptible sur le moment, mais si chacune des OSC présentes s'engage auprès de son gouvernement et travaille selon le chemin balisé au cours de ce forum, le résultat sera sûrement visible.

Session plénière : Vision des OSC de la société civile, Présentation du document de la Vision des OSC préparé par le groupe de liaison en prélude au forum de la Société pour la CIN2.

Les documents à adopter par la 2^{ème} Conférence Internationale de Nutrition étant déjà ficelés quelle est donc la raison d'être de ce forum de la Société Civile ? Trois raisons principales pour cette vision :

Raison n°1 : Présenter notre accord ou pas avec le document et le processus de gouvernance proposé. Même si on ne peut plus influencer le document.

Raison 2 : assurer que notre voix soit entendue même si on ne peut pas changer le document. Comprendre comment s'engager dans le futur pour le suivi des engagements

Raison 3 : le mot vision n'est pas un choix au hasard. C'est une manière de dire comment les OSC veulent désormais travailler ensemble. Comment coordonner notre plaidoyer.

Le document part du contexte et décrit les causes multisectorielles de la malnutrition et s'articule autour de quatre (04 piliers)

- Pilier I : Droits de l'homme et approche fondée sur les droits à la nourriture et à la sécurité alimentaire
- Pilier II - Gestion cohérente et coordonnée de l'alimentation tout au long du cycle de vie et à tous les niveaux
- Pilier III – Systèmes agricoles et alimentaires locaux basés sur l'agro biodiversité
- Pilier IV – Gouvernance démocratique de l'alimentation et de la nutrition et cadre réglementaire mondial

4.4.2.2. Travaux de groupes

- Travaux de groupe sur le document de vision des OSC ;
- Discussion du chemin à suivre post CIN2

Maintien du groupe de liaison : Le **Groupe de liaison entre les organisations de la société civile et la CIN2** a été mis en place en vue de coordonner les contributions de la société civile et de servir de principal interlocuteur de la FAO et de l'OMS pour l'organisation de la participation de la société civile au processus CIN2. L'objectif du Groupe de liaison est de favoriser une communication efficace entre un grand groupe de parties prenantes qui travaillent actuellement ensemble. Il n'incombe pas aux membres du groupe de prendre des décisions eux-mêmes mais plutôt de faciliter la communication et de faire avancer le processus de manière positive, en faisant des propositions axées sur un engagement positif, malgré les difficultés. Le groupe continuera à fonctionner dans le cadre du suivi des engagements de la déclaration de Rome.

4.4.3. Évènements parallèles :

- Comment réaliser un monde sans décès d'enfants par malnutrition? Une table ronde organisée par : la campagne Génération Nutrition, le lundi 17 novembre 2014 entre 18 et 19h30.
- Lancement de la montre de la Santé Globale et le Droit à l'alimentation et à la Nutrition, le lundi 17 novembre 2014 entre 18 et 19h30.

4.4.4. OSC durant la CIN2

Le travail de la société civile a continué durant la 2^e Conférence Internationale de la Nutrition au siège de la FAO dans la salle Austria où les OSC ont eu des consultations journalières chaque matin entre 8-9.00 et après-midi 18-19.00 heures et parfois bien au delà pour analyser et préparer des stratégies immédiates et la conduite à tenir selon ce qui se passe chaque jour à la CIN2 et surtout finaliser la déclaration de la Société civile.

La déclaration finalisée le jeudi 20 novembre 2014 a été présentée en plénière le vendredi 21 novembre par trois (03) représentants des mouvements sociaux d'Amérique Latine (Flavio VALENTE), d'Asie (Munkhbolor GUNGAA) et d'Afrique (Joséphine ATANGANA du

Cameroun).

Photo n°2: Photo de famille des représentants de la Société Civile à la 2^e Conférence internationale de nutrition dans la salle Austria de la FAO, le vendredi 22 novembre 2014.



4.5. Deuxième Conférence Internationale sur la nutrition : Une meilleure nutrition c'est une meilleure qualité de vie

La Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), réunion intergouvernementale de haut niveau destinée à attirer l'attention mondiale sur la malnutrition sous toutes ses formes, a rassemblé au siège de la FAO, à Rome, les délégués de plus de 170 gouvernements, 150 représentants de la société civile et une centaine du secteur privé. En marge des sessions plénières des 19, 20 et 21 novembre, des événements préparatoires pour les parlementaires, la Société Civile et le secteur privé, ainsi que des tables rondes et événements parallèles, ont servi de forum pour approfondir les thèmes spécifiques de la nutrition. Les gouvernements participant à la Conférence ont approuvé les deux documents finals – la déclaration de Rome sur la nutrition (Annexe n°1) et le cadre d'action (Annexe n°2) – par lesquels les dirigeants mondiaux se sont engagés à mettre en place des politiques nationales visant à l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes et à transformer les systèmes alimentaires de manière à garantir des régimes alimentaires nutritifs pour tous.

4.5.1. Cérémonie officielle d'ouverture de la CIN 2



Photo n°3 : Présidium de la cérémonie officielle de l'ouverture de la CIN2.

➤ **Intervention de José Graziano da SILVA, Directeur de la FAO :**

« *Notre responsabilité est de transformer nos engagements en des résultats concrets* » : en ouvrant, mercredi 19 novembre, la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition en présence des représentants de 172 pays, dont plus d'une centaine de ministres de la santé et de l'agriculture, ainsi que de nombreuses ONG et entreprises privées –, José Graziano da Silva, directeur général de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a exhorté les États à redoubler leurs efforts et se donner les moyens de mettre fin à la malnutrition, sous toutes ses formes. « La faim et la malnutrition sont les revers d'une même médaille »

Malgré les progrès réalisés sur le front de la faim depuis la première conférence de 1992, plus de 800 millions de personnes dans le monde (une personne sur neuf) souffrent encore aujourd'hui de sous-alimentation. Dans le même temps, l'obésité n'a cessé de progresser : « *Ce phénomène que nous n'avions pas anticipé il y a 22 ans, touche plus de 500 millions d'adultes et de 42 millions d'enfants, dans les pays développés comme en développement* », a souligné José Graziano da Silva.

Or, au-delà du coût humain, cette malnutrition constitue un frein au développement, affectant lourdement les économies du pays en nuisant à la productivité des populations. « *Aujourd'hui, la malnutrition représente un coût global estimé de 2 800 à 3 500 milliards de dollars, soit de 4 à 5 % du PIB mondial* », a alerté José Graziano da Silva. « *Il y a en fait déjà assez de nourriture pour que tout le monde mange correctement. C'est la disponibilité des aliments qui pose problème. Il nous faut repenser nos systèmes alimentaires* »,

➤ **Intervention de Margaret CHAN, Directrice de l'OMS:**

« *La quantité et la qualité des aliments, la faim et la malnutrition, sont les deux revers d'une même médaille* », a insisté Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), co-organisatrice avec la FAO de cette conférence. Aujourd'hui, plus de 2 milliards de personnes souffrent de carence en micronutriments (vitamine A, iode, fer, zinc notamment). La malnutrition chronique, qui entraîne des retards de croissance, touche encore 161 millions d'enfants de moins de cinq ans, tandis que la malnutrition aiguë, cause de dépérissement, en affecte 51 millions. « *Le système alimentaire mondial ne fonctionne plus, à cause de sa dépendance à une production industrialisée de nourriture toujours moins chère et mauvaise pour la santé* »

4.5.2. Adoption des textes : Déclaration de Rome et Cadre d'action

Reconnaissant que « *malgré les résultats non négligeables* », les progrès restent « *faibles et inégaux* », les ministres et hauts responsables de la santé, de l'agriculture et de l'alimentation présents ont adopté dès la matinée d'ouverture de la Conférence la Déclaration politique ainsi qu'un cadre d'action sur la nutrition.

Ces textes appellent à « Renforcer la production agricole et la transformation des aliments au plan local, notamment en soutenant l'agriculture familiale et les petits agriculteurs », mais aussi « mettre en œuvre ou renforcer des systèmes de contrôle des produits alimentaires », « promouvoir la couverture universelle des soins de santé », réduire les excès de graisses, sucres et sel dans les aliments transformés, développer l'information et l'éducation nutritionnelle... : le cadre d'action se veut une feuille de route pour concrétiser les engagements pris et investir tout au long de la chaîne alimentaire, afin d'assurer une alimentation saine, variée et équilibrée pour tous.

➤ **Déclaration politique de Rome sur la nutrition** (voir annexe n°1)

Un document comportant 10 engagements pour une action mondiale visant à mettre fin à toutes les formes de malnutrition :

- Éradiquer la faim et prévenir la malnutrition sous toutes ses formes
- Augmenter les investissements
- Améliorer les systèmes alimentaires durables
- Renforcer les capacités individuelles et institutionnelles
- Renforcer et faciliter les contributions et les actions des parties prenantes
- Assurer une alimentation saine tout le long du cycle de la vie
- Créer un environnement favorable pour le changement
- Mettre en œuvre les engagements à travers le cadre d'action
- Intégrer la vision et les engagements dans l'agenda post 2015

➤ **Cadre d'action** (voir annexe n°2)

Ce document comprend soixante recommandations qui devraient permettre la mise en place d'un environnement favorable et d'améliorer la nutrition dans tous les secteurs :

- Mesures recommandées aux fins de la création d'un environnement favorable à une action efficace : recommandations de 1-7
- Mesures recommandées à l'Appui de Systèmes alimentaires durables pour des régimes sains : Recommandations 8-16
- Mesures recommandées en matière de Commerce et d'investissements internationaux : recommandations 17-18
- Éducation nutritionnelle et d'information sur la nutrition: recommandations 19-21
- Mesures recommandées en matière de protection sociale : nutrition : recommandations 22-24
- Mesures recommandées aux fins de l'établissement de systèmes de services de santé solides et résilients : recommandations 25-28
- Mesures recommandées pour promouvoir, protéger et faciliter la pratique de l'allaitement au sein: recommandations 29-33
- Mesures recommandées pour lutter contre le dépérissement: recommandations 34-35

- Mesures recommandées pour lutter contre le retard de croissance : recommandations 36-37
- Mesures recommandées pour lutter contre l'excès pondéral et l'obésité chez l'enfant : recommandations 38-41
- Mesures recommandées pour le traitement de l'anémie chez la femme en âge de procréer : recommandations 42-43
- Mesures recommandées dans les services de santé pour améliorer la nutrition: recommandations 44-49
- Mesures recommandées en ce qui concerne l'eau, l'assainissement et l'hygiène : recommandations 50-52
- Mesures recommandées en ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments et la résistance aux antimicrobiens: recommandations 53-57
- Recommandations concernant l'obligation de rendre des comptes: recommandations 58-60.

➤ **Nombreux manquements selon la société civile**

Les États soulignent que l'investissement dans la nutrition améliore la productivité et la croissance économique, en réduisant les coûts liés aux soins de santé et en favorisant l'instruction. Néanmoins, leurs engagements et le cadre d'action, des textes qui sont pourtant non contraignants, présentent de nombreux manquements.

Notamment, alors qu'ils mettent l'accent sur l'importance de la nutrition des femmes et des enfants, ces textes n'affirment pas clairement les droits humains. *« La question du genre est pourtant essentielle pour combattre la sous-nutrition de manière efficace. Le faible niveau d'éducation des femmes, l'inégalité des statuts sociaux et la discrimination généralisée ont une incidence négative sur leur état nutritionnel et la nutrition de leurs enfants. »* Les OSC s'alarment également du fait que cette Déclaration de Rome sur la nutrition reste très timide quant à la reconnaissance du rôle clé des petits agriculteurs et demeure silencieuse sur les dysfonctionnements du système alimentaire actuel.

4.5.3. Débat général - Déclarations des chefs de délégation et autres personnalités

➤ **Déclarations des chefs de délégation**

Les chefs des délégations des pays venues des quatre points du Monde ont à tour de rôle pris la parole, qui pour présenter la situation nutritionnelle de son pays, qui pour les actions menées ou en cours pour améliorer l'état nutritionnel des populations et d'autres pour plaider pour plus d'engagement et surtout le financement de la nutrition comme financement du développement.

➤ **Visite et déclaration de personnalités dont le souverain Pontife le Pape François**

De nombreuses personnalités se sont succédées à la tribune parmi lesquelles le Pape François, la Reine Letizia d'Espagne, la première Dame du Pérou Nadine Heredia, le Roi Letsie III du Lesotho et la Princesse Haya Bint Al Hussein des Emirats arabes unis ont notamment pris la parole en qualité d'invités de marque de cette Conférence.



Photo n°4 : Pape François à la tribune de la CIN2 le jeudi 20 novembre 2014 au siège de la FAO à Rome

« Il y a des aliments sur Terre pour tous mais tout le monde ne mange pas à sa faim, alors que les pertes, le gaspillage se font sous nos yeux », a lancé le pontife qui a appelé les États à faire « respecter, en toutes circonstances, les droits de la personne humaine », à commencer par le droit à l'alimentation.

4.5.4. Tables rondes :

Table ronde 1 – la nutrition dans le programme de développement pour l'après 2015 notes synthétiques (Annexe n°3)

Table ronde 2 – Améliorer la cohérence des politiques en matière de nutrition (Annexe n°4)

Groupe 1 – Cohérence entre les politiques économiques et l'adoption de régimes alimentaires sains

Groupe 2 – Cohérence des politiques pour une agriculture tenant compte de la nutrition

Groupe 3 – La nutrition dans tous les secteurs table ronde

Table ronde 3 – Gouvernance et obligation redditionnelle en matière de nutrition (Annexe n°5)

Groupe 1: Gouvernance de la nutrition

Groupe 2 – Obligation redditionnelle en matière de nutrition

4.5.5. Évènements parallèles

Par ailleurs, neuf événements ont été organisés en marge de la Conférence.

➤ **Mercredi 19 novembre 2014**

- a. Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et initiative Obligation redditionnelle en matière de nutrition : 13 heures - 14 h 30.
- b. Transition de programmes de filets de sécurité à des systèmes globaux de protection sociale –du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition : 13 heures - 14 h 30
- c. La sécurité sanitaire des aliments: droit ou privilège? Pourquoi la sécurité sanitaire des aliments est un élément essentiel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : 13 heures - 14 h 30

➤ **Jeudi 20 novembre 2014**

- d. Cibles et obligation redditionnelle en matière de nutrition – Programme de développement pour l'après-2015 : 13 heures - 14 h 30

- e. Enfants en bonne santé, sociétés qui se développent – Appui du réseau des Nations Unies pour la nutrition en faveur des pays qui consentent des efforts pour réduire les retards de croissance : 13 heures - 14 h 30
- f. Améliorer l'impact des politiques agricoles et alimentaires sur la nutrition : 13 heures - 14 h 30
- g. Relever le Défi Faim zéro, promouvoir l'objectif d'éradication de la faim – Participation du système des Nations Unies à l'Expo Milan 2015 et coopération Sud-Sud en Amérique latine et des Caraïbes : 18 h 10
- h. Rendre compte de la nutrition et de la faim – Rapport mondial sur la nutrition et Indice de la faim dans le monde : 18 h 30 - 20 heures
- i. Lutter contre l'excès pondéral et l'obésité : 18 h 30 - 20 heures

4.5.6. Présentation de la déclaration de la Société civile.

Le vendredi 21 novembre 2014, la société civile a présenté aux participants de la CIN2 la déclaration (Annexe n°6) issue de son forum tenu les 18 et 19 novembre en prélude à la CIN2. Ce document unique a été présenté par trois représentants des mouvements sociaux des trois continents différents (Afrique, Asie et Amérique Latine) et dans trois langues différentes (Français, Anglais et Espagnol) pour montrer LE LANGAGE COMMUN de la société civile dans TOUTE SA DIVERSITÉ.



Photo n°5, 6 et 7: Joséphine ATANGANA, Munkhbolor GUNGAA et Flavio VALENTE, portes parole de la Société civile à la CIN2

4.5.7. Clôture de la Conférence

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition pousse à aller plus loin pour mieux nourrir le monde et donne un nouvel élan pour éradiquer la malnutrition. Le temps est venu d'être audacieux pour relever le défi de la faim zéro et assurer une nutrition adéquate pour tous, a souligné aujourd'hui M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, lors de la séance de clôture de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). Il a continué en ajoutant que "La malnutrition est la principale cause de maladies dans le monde" et "Si la faim était une maladie contagieuse, elle aurait déjà été éradiquée."

"Nous allons avoir une décennie de la nutrition", en référence à la prochaine Expo Milan 2015 dont le thème est *Nourrir la planète, énergie pour la vie*. La sécurité alimentaire et nutritionnelle figurera en bonne place dans l'Agenda du développement de l'après-2015 des Nations Unies qui doit remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le courant de l'année prochaine.

"Cette Conférence sur la nutrition marque le commencement de nos efforts renouvelés", a dit le Directeur général de la FAO. "Elle sera reconnue comme ayant permis de porter la nutrition dans la sphère publique, la traitant de ce fait comme un bien public et non privé" et mettre en évidence l'importance de la collaboration intersectorielle en vue de relever les défis nutritionnels en ce 21^e siècle.

La Conférence a permis :

- l'adoption de deux documents (Annexe n°1 et annexe n°2) qui sont l'aboutissement d'un an de délibérations incluant la société civile et le secteur privé.
- La création du Fonds d'affectation spéciale de la FAO pour l'action en faveur de la nutrition (Annexe n°7) qui doit mobiliser des ressources pour financer des programmes et des projets garantissant des environnements propices à la nutrition. De tels projets doivent promouvoir des systèmes alimentaires durables et des échanges commerciaux favorables à la nutrition. Ils doivent également tendre à améliorer l'information sur la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments tout en intégrant la nutrition dans le cadre d'amortisseurs sociaux plus solides. Concernant l'obligation de rendre des comptes ainsi que le recommande la CIN2, le Fonds aidera les pays à mettre en place des mécanismes de suivi et de responsabilisation quant aux progrès relatifs aux engagements pris. Le comité de pilotage du Fonds sera hébergé à la FAO et comprendra, entre autre, des représentants des bailleurs de fonds, de la société civile et du secteur privé.